



HAL
open science

Trajectoires, projets et ingénierie de la convergence et de la différence : les régimes circulatoires du domaine social 1800-1940

Pierre-Yves Saunier

► **To cite this version:**

Pierre-Yves Saunier. Trajectoires, projets et ingénierie de la convergence et de la différence : les régimes circulatoires du domaine social 1800-1940. Genèses. Sciences sociales et histoire, 2008, 71, pp.4-25. halshs-00292342

HAL Id: halshs-00292342

<https://shs.hal.science/halshs-00292342>

Submitted on 1 Jul 2008

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Pierre-Yves Saunier

UMR Environnement, Ville , Société, UNiversité de Lyon/CNRS

3 rue Marcel Péro

69003 LYON

pierre-yves.saunier@wanadoo.fr

TRAJECTOIRES, PROJETS ET INGENIERIE DE LA CONVERGENCE ET DE LA DIFFERENCE: LES REGIMES CIRCULATOIRES DU DOMAINE SOCIAL 1800-1940

Il ne s'agit pas de faire prendre des vessies pour des lanternes: cet article ne propose pas de 'repenser', 'd'aller au-delà' ou de proposer une 'nouvelle approche' de l'histoire du social. Pas de calembredaines. Il s'agit plutôt, à partir d'un point de vue extérieur puisque je n'ai jamais travaillé sur les politiques sociales stricto sensu, de suggérer une lecture des travaux effectués par d'autres en adoptant une perspective qui ne fut pas la leur. Ce maraudage, né d'invitations et de sollicitations pour des échanges sur l'histoire des politiques sociales et des savoirs sociaux,¹ prend sens dans une tentative de systématiser des observations éparses faites autour de terrains de recherche personnels, de lectures et d'enseignements menés depuis quelques années autour de l'étude de mouvements, de trajectoires et de projets qui se déploient à travers les sociétés de l'ère contemporaine. Dans une atmosphère spéculative, il aboutit à des propositions, basées sur des hypothèses, et pose la question de savoir s'il y a profit à travailler sur l'histoire du domaine social ces questions dans une perspective transnationale, complémentaire et non substitutive aux travaux comparatifs ou aux travaux sur des contextes politico-territoriaux (nationaux, municipaux), professionnels ou thématiques.

Pour l'écrire vite, un certain nombre de ceux qui adoptent une perspective dite 'transnationale' étudient les circulations et connections qui traversent, confrontent, s'accommodent ou subvertissent les isomorphismes que les états-nations tentent de mettre en place à compter du tournant des 18èmes

¹ Ce texte a été présenté et discuté à la journée d'études organisée par Kenneth Bertrams 'Origines privées et publiques des politiques sociales dans une perspective transnationale (1880-1940)', Université Libre de Bruxelles, Institut d'Etudes Européennes, 9 février 2007, et au workshop 'Private welfare, public wealth : philanthropy and social knowledge in a transatlantic world' mis sur pied par Joshua Humphreys au Rockefeller Archive Center, 22-23 mars 2007. Merci à tous ceux qui ont participé à sa discussion.

et 19^{ème} siècles.² Leurs efforts me semblent converger autour de trois axes. D'abord, une telle perspective permet de contribuer à historiciser les phénomènes d'interdépendance, d'interconnection, de relations entre et à travers les sociétés et les entités qui composent les sociétés modernes, et qui sont de plus en plus des états-nations. C'est là contribuer à une histoire de la globalisation comme phénomène qui se déploie au delà de l'âge moderne, et l'approche transnationale est en cela la version adaptée à l'âge des nations des projets d'histoire relationnelle ou de 'connected history' menés sur des horizons spatiaux et temporels différents, comme ceux de Sanjay Subrahmanyam ou Serge Gruzinski.³ Les deux ouvrages collectifs édités par Anthony Hopkins s'inscrivent, avec la synthèse de Chris Bayly, dans cette perspective.⁴ En même temps, les historiens qui adoptent une perspective transnationale y voient une possibilité d'écrire autrement l'histoire des unités holistes dont nous nous préoccupons (régions, professions, gouvernements locaux, groupes sociaux, nations), grâce à la mise en évidence de l'apport non-domestique dans leur constitution, à travers les jeux de la comparaison, du rejet, de l'imitation. Les ouvrages récents de Thomas Bender ou de Sebastian Conrad et Jürgen Osterhammel illustrent cette ambition, et ses résultats convaincants.⁵ Etats et nations, jusque dans

² Pour un tour d'horizon des possibilités : Klaus Kiran Patel, *Nach der Nationalfixiertheit. Perspektiven einer transnationalen Geschichte*, Berlin :Öffentliche Vorlesungen der Humboldt-Universität zu Berlin, Bd. 128, 2004 (<http://edoc.hu-berlin.de/humboldt-vl/patel-kiran-klaus-2004-01-12/PDF/Patel.pdf>), Patricia Clavin 'Defining transnationalism', *Contemporary European History*, 14,4, 2005, 421-440, 'AHR Conversation: On Transnational History', avec C. A. Bayly, Sven Beckert, Matthew Connelly, Isabel Hofmeyr, Wendy Kozol, and Patricia Seed, *American Historical Review*, 111, 5, 2006, 1440-1464 ; le symposium d'octobre 2006 sur <http://geschichte-transnational.clio-online.net> autour de Gunilla Budde, Sebastian Conrad, Oliver Janz (dir.) : *Transnationale Geschichte. Themen, Tendenzen und Theorien*, Vandenhoeck & Ruprecht, 2006 ; Pierre-Yves Saunier "Circulations, connexions et espaces transnationaux", *Genèses*, 57, décembre 2004, 110-126.

³ Sanjay Subrahmanyam, « Connected histories : notes towards a reconfiguration of early modern Eurasia', in Victor Liberman, ed, *Beyond binary histories. Re-imagining Eurasia to c.1830*, Ann Arbor : The University of Michigan Press, 1997, 289-315 ; Serge Gruzinski, , *Les quatre parties du monde. Histoire d'une mondialisation*, Paris : La Martinière, 2004.

⁴ Anthony Hopkins, ed, *Globalization in world history*, London : Pimlico, 2002 and *Global history. Interactions between the universal and the local*, New York : Palgrave, 2006 ; Christopher Bayly, *The birth of the modern world, 1780-1914 : global connections and comparisons*, Malden, MA : Blackwell Publishers, 2004.

⁵ Thomas Bender, *A Nation Among Nations. America's Place in World*

des reflets et modèles déniés ou refoulés, s'avèrent de plus en plus se construire les uns par rapport aux autres jusqu'au cœur de leur souveraineté.⁶ Enfin, il y a dans l'extension du regard et sa disponibilité à suivre ce qui s'étend au-delà des cadres nationaux de l'histoire contemporaine une capacité accrue à saisir et analyser des traits, des pratiques, des régularités, des institutions et des individus qui ne sont ni visibles ni accomplis par une approche locale, nationale ou comparative. Cela est vrai en particulier pour les collectifs formels ou informels qui dans leur programme, leur financement, leur compositions, étendent leur nature par dessus les limites des nations, des réseaux informels aux associations internationales et aux organismes inter-gouvernementaux. Le renouveau de l'étude de ces derniers, ainsi que les travaux qui se multiplient sur l'histoire des groupes non gouvernementaux, illustrent cette dernière possibilité.⁷

Ressources et possibilités d'une perspective transnationale sur les politiques sociales

Le terrain de l'histoire des politiques sociales permet de tester ces approches. On s'y essaye un peu partout ces temps-ci, à l'image de ce dossier, de la conférence 'Social Policy across Borders: Commonalities, Convergence and Paradoxes in Connectivity, 1850-1975' à venir à l'Université de Cambridge en 2008. Ou encore des contributions rassemblées récemment dans *Geschichte und Gesellschaft* par Christoph Conrad, parmi lesquelles celle de Madeleine Herren-Oesch qui explore les possibilités heuristiques du thème en l'insérant dans les grands rythmes de l'histoire politique et sociale.⁸ L'introduction de

History. New York: Hill and Wang 2006 ; Sebastian Conrad, *Globalisierung und Nation im Deutschen Kaiserreich*, Verlag C.H. Beck, München 2006.

⁶ Cf le chapitre 7 de Bayly sur l'Etat.

⁷ Pour les premiers, voir colloques et ouvrages sur l'Organisation Mondiale de la Santé, UNESCO et Bureau International du Travail qui fleurissent à l'approche de commémorations anniversaires, et le renouveau de l'intérêt pour les activités fonctionnelles de la Société des Nations. Pour les seconds, Akira Iriye, *Global community. The role of international organizations in the making of the contemporary world*. Berkeley : California University Press. 2002.

⁸ Voir Christoph Conrad, dir, *Sozialpolitik transnational, Geschichte und Gesellschaft*, 32, 4, 2006. Le numéro permet aussi d'identifier un certain nombre de travaux sur l'eupéanisation des politiques sociales ou sur certains acteurs globaux de celles-ci.

Christoph Conrad insiste sur les pratiques transnationales de circulation des concepts, des normes légales et des expériences, sur leur contexte (notamment dans l'espace colonial et post colonial) lieux de discussion de ceux ci , sur les communautés d'expert et la mobilité des protagonistes des politiques sociales, avance au cœur des mécanismes qui président à l'ingénierie des politiques sociales dans divers contextes. C'est avec de tels compagnons que cet article propose une vue de l'histoire des politique sociales qui n'est ni une contribution à la florissante industrie typologique lancée par Esping Andersen ; ni une tentative de ramener dans le champ une variable délaissée, à la Skocpol, ni une suite à l'approche transnationale 'séquentielle' développée par Andrew Abbott, pour rendre raison de la généralisation des politique sociales,⁹ ni enfin une approche nationale qui n'emprunte les chemins de l'étranger pour y mener une comparaison en termes d'avance ou de retard de tel ou tel pays¹⁰. Il s'agit plutôt, pour repartir de cette dernière veine, de considérer cette comparaison et ce topos de l'avance et du retard dans sa dimension et ses usages historiques, en partant du constat de leur rôle dans les débats du domaine social depuis les débuts du 19ème siècle. Il n'est pas question pourtant d'épuiser les possibilités qu'ouvre la perspective transnationale. Ainsi, il y a tout un champ d'investigations sur la manière dont les acteurs (notamment syndicaux) appréhendent les phénomènes économiques de la production et du commerce à l'échelle régionale ou globale pour penser leurs propositions et leurs

⁹ Andrew Abbott et Stanley De Winey, 'The welfare state as transnational event : evidence from sequences of policy adoption', *Social Science History*, 16, 2, 1992, 245-274. L'article est fondé sur une approche des séquences chronologiques de législation en matière de politiques. Il ne se préoccupe pas de rendre raison des politiques sociales et leur langage institutionnel et intellectuel en tant qu'objets historiques qui ont lié entre elles gouvernements, groupes sociaux ou groupes professionnels par dessus les cadres nationaux, en des relations de coopération, d'émulation ou de compétition. L'usage du terme transnational y est synonyme de 'multinational', survenant dans plusieurs pays. Sur la sémantique historique du terme, voir Pierre-Yves Saunier 'Transnational/transnationalism', *Palgrave Dictionary of Transnational History*, à paraître, 2009.

¹⁰ Un exemple avec la partie 'histoire' du colloque tenu au Sénat français le 31 mars 2006 sur les questions sociales dans le débat législatif, et dont les contenus et discussions sont disponible sur http://www.senat.fr/colloques/actes_questions_sociales/actes_questions_sociales_2.html

positions en matière de régulation de marché du travail et d'assurances sociales, champ qui ne sera même pas abordé ici faute de compétence.¹¹

Pour préciser la cible au milieu des possibles, pressons la touche 'fast forward', et quittons brièvement le cadre chronologique de cet article et de ce numéro. Ceux de nos collègues qui ont étudié les changements dans les politiques de santé nationales dans les années 1990 ont insisté sur le rôle des réseaux et des individus qui oeuvrèrent par monts, vaux et océans pour insuffler les mécanismes du marché dans les politiques de santé allemandes, espagnoles, britanniques, françaises et états-uniennes.¹² L'économiste de Stanford University Alain Enthoven, qui conseilla l'administration Reagan dans la mise en place des Health Maintenance Organizations, fut un des plus visibles. A la suite de cette prestation, il augmenta le rayon d'action de son expertise par des activités de conseil, de publication, de conférence en Angleterre, en France ou aux Pays-Bas. Mais un seul individu ne fait pas tourner le monde des politiques sociales. La Banque Mondiale ou l'OCDE, par une série de rapports, contribuèrent à établir le nouveau consensus en matière de politiques de santé, tout comme des communautés d'économistes de la santé –organisées autour de journaux comme *Health economics* or the *Journal of health economics*, des *think tanks* néo-libéraux, des administrateurs d'organismes de santé et des responsables gouvernementaux. Ensemble, ils définirent une 'harmonisation cognitive' (Marina Serré) qui se réclamait de lois universelles du marché et du management pour changer l'orientation et le

¹¹ Je renvoie aux travaux de Jeffrey Williamson et consorts, à commencer par Kevin O'Rourke et Jeffrey Williamson, *Globalization and history : the evolution of a nineteenth century atlantic economy*, Cambridge : MIT Press, 1999. Voir aussi, autour de la problématique des lois de protection sociale et de réglementation du travail, Michael Huberman et Wayne Lewchuk, 'European economic integration and the labour compact 1850–1913', *European Review of Economic History*, 7, 2003, 3–41, et Suzanne Berger, *Notre première mondialisation. Leçons d'un échec oublié*, Paris : Seuil, 2003

¹² Marina Serré, 'De l'économie médicale à l'économie de la santé. Genèse d'une discipline scientifique et transformations de l'action publique', *Actes de la recherche en sciences sociales*, 143, juin 2002, p.68–79 ; Marina Serré, *Le tournant néolibéral de la santé ? Les réformes de la protection maladie en France ou l'acclimatation d'un référentiel de marché*, thèse de doctorat en science politique, Université Paris 1, 2001 ; Patrick Hassenteufel (dir), *Diffusion de la concurrence et redéfinitions de la protection maladie. Les réformes des années 1990 en Europe*, CRAP-CNRS, rapport final de recherche, 2001.

fonctionnement des régimes de santé nationaux. Ce faisant, ils se référaient constamment à des expériences et conceptions extra-domestiques afin de subvertir les règles en vigueur dans les espaces nationaux concernés. Leur succès relatif doit certainement être estimé à l'aune de facteurs et d'évolutions de type macro-économiques et macro-politiques, tout autant que vu comme une conséquence de leur capacité stratégique à convaincre et argumenter. Mais je voudrais ajouter un autre facteur qui rend raison de la possibilité de ce mouvement de grande ampleur, à savoir le fait que les différences institutionnelles, professionnelles, administratives et politiques des pratiques et conceptions nationales étaient compensées par l'existence d'un langage commun construit par des décennies d'échange dans l'espace de l'Atlantique Nord, entre compagnies d'assurances, élus, savants, administrateurs locaux et nationaux, sociétés mutuelles, savants et autres participants des mondes des politiques de santé publique. Ce langage était fait d'aspirations, d'expériences, de références, de méthodes, de règlements, ou de grandes valeurs philosophiques et parfois de législations, objets d'accord ou de désaccord qui au fil du temps ont tracé un paysage familier et commun de concepts, de catégories pratiques, de routines quotidiennes, de manières de penser ou de résoudre des problèmes. Ce paysage commun rendait les différentes politiques nationales de santé facilement compréhensibles, comparables et mobilisables les unes par rapport aux autres, au-delà des contextes nationaux.

Si nombre de livres importants sur l'histoire des politiques sociales ont été écrits dans les années 1980-1990 à la lumière des tentatives de changer les systèmes de politiques sociales contemporains, notamment dans le secteur de la santé, il est frappant de constater que très peu d'entre eux ont suivi la piste historique des connexions et des circulations qui devant leurs yeux contribuaient à modifier les politiques sociales. Il s'agissait, pour comprendre, résister ou analyser les changements contemporains de l'Etat-Providence, de rendre compte dans le long terme de l'évolution des systèmes nationaux, du rôle de l'Etat, du poids du secteur privé, de l'impact des lignes de clivage raciales, sociales ou de genre. La comparaison fut un outil privilégié de ces

études, et l'on disputa beaucoup des modèles, des pionniers et des retardataires, des divergences et des convergences sous l'effet de grands facteurs macro-économiques, en établissant oppositions binaires, catégories, typologies et classements qui prenaient les nations comme cellules de base de la comparaison.¹³ Mais ce travail comparatif centré sur la fin du 19^{ème} et le début du 20^{ème} siècle ne prêta guère attention aux comparaisons indigènes, celles que les acteurs des politiques sociales avaient alors embrasées comme méthode pour développer des idées, des schémas, des projets de politiques sociales. Il est frappant, par exemple, de lire le statut donné à ces comparaisons passées par les comparaisons heuristiques des contributeurs rassemblés par Dieter Rueschemeyer and Theda Skocpol pour *States, social knowledge and the origins of social policies* en 1996.¹⁴ Peter Wagner et Björn Wittrock effleurent très brièvement à la toute fin de leur chapitre l'entremêlement des traditions intellectuelles et des modèles institutionnelles françaises et allemandes à la fin de leur chapitre sur les liens entre les formes de connaissance sociale et les discours et législations de politiques sociales dans les deux pays. De leur côté, Dietrich Rueschmeyer et Ronan Van Rossem comparent la nature et le rôle du Verein für Sozialpolitik et de la Fabian Society, mais sans rien faire des contacts, coopérations et de l'observation croisée qui ont reliés les deux groupes, les mentionnant seulement dans une brève note de bas de page. Libby Schweber ne s'attarde pas sur les connexions entre les réformateurs du chômage britanniques et états-uniens, si ce n'est pour une phrase qui dit que l'American Association for Labor Legislation utilisa la législation britannique comme 'catalyste' pour ses propres campagnes. Frank Sutton, dans son étude sur la protection de l'enfance aux USA et au Canada, utilise ses deux cas comme une opportunité

¹³ Peter Baldwin a récemment fourni un panorama de ces développements comparatifs dans l'étude des politiques publiques d'état du welfare state dans 'Beyond weak and strong : rethinking the state in comparative policy history', *Journal of Policy History*, 17, 1, 2005, pp. 12-33.

¹⁴ Dietrich Rueschmeyer & Theda Skocpol, *States, social knowledge and the origins of modern social policies*, New York: Princeton University Press/Russell Sage Foundation, 1996. Des constats similaires de 'nationalisme méthodologique' pourraient être faits pour d'autres travaux, par exemple Peter Flora et Arnold J. Heidenheimer (eds.), *The Development of Welfare States in Europe and America*, New Brunswick : Transaction Books, 1981.

heuristique afin de mesurer le poids de différents facteurs qui expliquent la convergence et la différence. Mais il ne fait rien de ses propres remarques sur le fait que les protagonistes de la protection de l'enfance au Canada et aux Etats-Unis partageaient un même marché du travail et de l'activité militante.

Rien de tout cela ne peut être 'reproché' aux auteurs en question. Ils ont fait les choix que justifiaient leurs questions et leurs hypothèses, et c'est bien ainsi. Mais d'autres ont fait le 'pari des connexions', à l'instar de Daniel Rodgers, et s'intéressent au temps long de l'harmonisation cognitive. Ceux là ont choisi de donner une attention systématique à ce que d'autres traitaient comme de la chair à notes, des facteurs insignifiants, des trajectoires hors champ, des marques anecdotiques 'd'influence' étrangère sur les logiques domestiques. Pour suivre les connexions et les circulations, ces auteurs ont utilisé le matériau et la démarche comparative des acteurs des politiques sociales des années 1880-1940 non pas comme données de première ou deuxième main, à agréger à celles recueillies par le chercheur, mais comme sources à questionner pour saisir les projets et les trajectoires dont la comparaison fut l'outil, pour capturer le 'travail de la différence', et celui de la similitude.¹⁵ Un tel choix n'est pas récent, comme le suggère une rapide visite guidée non exhaustive. Certains de ces auteurs ont reconstitué les conversations intellectuelles entre les 'grands penseurs' dont le travail conceptuel, quoique éloigné des visées pratiques, contribuèrent à l'élaboration des politiques sociales.¹⁶ D'autres s'essayèrent à capturer les élaborations catégorielles et les routines quotidiennes des administrateurs et des statisticiens dans leur identification des problèmes et des solutions grâce à l'appui sur les expériences étrangères.¹⁷ Beaucoup choisirent de privilégier

¹⁵ Viviane Claude, « Le travail de la différence. Expériences comparatives dans le champ municipal à Strasbourg (1900-1930) », *Genèses*, n°37, décembre 1999, 114-134.

¹⁶ Jurgen Herbst, *The german historical school in American scholarship. A study in the transfer of culture*, Ithaca: Cornell University Press, 1965; James Kloppenberg, *Uncertain victory. Social democracy and progressivism in European and American thought*, Oxford: Oxford University Press, 1986 ; Dorothy Ross, *The origins of American social science*, Cambridge: Cambridge University Press, 1991

¹⁷ Christian Topalov, *Naissance du chômeur 1880-1910*, Paris: Albin Michel, 1994 ; Christian Topalov, 'La politique de l'habitat dans les politiques sociales 1900-1940:

l'étude des circulations entre deux sphères nationales.¹⁸ Quelques uns mirent l'accent sur des formations plus larges, dans lesquels la gamme des références était plus étendue (une région, une grappe de pays dont l'expérience était observée à partir d'un autre).¹⁹ Les communautés d'activistes et de réformateurs, leurs organisations, leurs réseaux, leurs institutions, bref les lieux et arènes de la comparaison ont aussi suscité un intérêt particulier.²⁰ Ensemble, ces auteurs ont constitué un solide socle de connaissances sur lequel on peut développer quelques hypothèses pour pousser plus avant l'exploration. La plupart des éléments utilisés ci-dessous sont tirés de leurs travaux.

Quatre pistes pour une hypothèse: la dimension circulatoire du domaine social

La première piste est la plus évidente, c'est celle des dispositifs, législations et règlementations de politiques sociales, et des campagnes et discussions pour les faire adopter, ou les repousser. On peut ici penser aux allusions

notes pour un débat', *Cahiers de la Recherche Architecturale*, n.15/16/17, 1985, 10-23 ; Bénédicte Zimmermann, Claude Didry and Peter Wagner, eds, *Le travail et la nation : histoire croisée de la France et de l'Allemagne*, Paris: Editions de la Maison des Sciences de l'Homme, 1999

¹⁸ Gertrud Almy Schlichter, *European backgrounds of American reform 1880-1915*, Ph. D, University of Illinois, 1960; Arthur Mann, 'British social thought and American reformers of the progressive Era', *Mississippi Valley Historical Review*, 42, march 1956, 672-692; E.P Hennock, *British social reform and German precedents. The case of social insurance 1880-1914*, Oxford: Clarendon Press, 1987 ; Melvyn Stokes, 'American progressives and the European Left'; *Journal of American Studies*, 17:1, 1983, 5-28 ; Allan Mitchell, *The divided path : the German influence on social reform in France after 1870*, Chapel Hill : University of North Carolina Press, 1991 ; Axel R Schäfer, *American Progressives and German social reform, 1875-1920*, Stuttgart, Franz Steiner Verlag, 2000.

¹⁹ Stein Kunhle, 'The growth of social insurance programs in Scandinavia: outside influences and internal forces', in Peter Flora and Arnold Heidenheimer, *The development of welfare states in Europe and America*, New Brunswick: Transaction Books, 1981; Daniel Rodgers, *Atlantic crossings. Social politics in a progressive age*, Harvard UP, 1998

²⁰ Allen F. Davis, *Spearheads for reform. The social settlements and the progressive movements 1890-1914*, New York: Oxford University Press, 1967

transparentes, à la manière de celles d'un Bismarck expliquant que sa législation sociale tirait une partie de son inspiration des réalisations sociales de Napoléon III dans la France des années 1860, ou encore aux attaques des libéraux français qui dénoncent dans les suggestions socialistes et radicales des années 1890–1900 les traces d'une législation étrangère et étatique, celle de ce même Bismarck. Cet usage destiné à alimenter les passe d'armes parlementaires n'épuise pas la gamme des usages de la référence aux réalisations étrangères dans la mise en scène de la nécessité ou de l'inanité des politiques sociales. Les rhétoriques du retard (à compenser) et du progrès (à suivre), celles de l'ingérence étrangère et du génie national, celles de la compétition économique et de la fortune démographique mobilisent ces références pour défendre une position dans les discussions contextualisées de la municipalité, du royaume ou de la nation. La valeur différentielle des localisations de ces expériences est patente : dans les Etats-Unis du tournant du siècle de Daniel Rodgers, c'est sur à coup de *model bills* largement assises sur les 'exemples' ou 'modèles' allemands ou britanniques qu'on pousse certaines expériences sociales, pas sur leurs incarnations belges, françaises ou neo-zélandaises. Elle est aussi changeante, et la première guerre mondiale disqualifie l'origine allemande et leur invocation dans les campagnes pour la mise en place de l'assurance des accidents du travail. Thomas Adam, pour sa part, a montré comment la piste des dispositifs pratiques ne se limite pas à celle de l'étude des politiques publiques, par son étude minutieuse de la manière dont des réformateurs saxons puis états-uniens travaillèrent la pratique anglaise des sociétés à dividendes limités (la *philanthropy and 5%*) dans le secteur du logement populaire, dès les années 1840. De l'étude de ces discours de la justification ou du dénigrement ne se dégagent pas en effet pas seulement quelques icônes qui furent, bien au-delà de leur contexte d'origine, définies comme des 'modèles' à suivre ou à éviter : les procédures de tutorat financier et moral sur les locataires populaires d'Octavia Hill, le 'système de Gand' pour l'assurance chômage, ou le 'système d'Elberfeld' pour l'assistance aux pauvres, la législation bismarckienne, la 'semaine anglaise' comme outil de régulation des horaires du travail, le programme social de la

Tennessee Valley Authority ou le rapport Beveridge ²¹ ne sont que quelques pépites qui témoignent de la manière dont des expériences étrangères furent saisies, utilisées, poussées et tirées dans des débats dont enjeux, termes et protagonistes se voulaient à la fois universels et ancrés dans des contextes particuliers. Ma première piste est donc celle des dispositifs pratiques destinés à l'intervention sur les conditions de logement, ou de travail, ou d'existence, dont la circulation intra européenne et transatlantique est patente.

Deuxième piste, justement, le fait que dans le débat sur les politiques sociales, les consensus comme les dissensus, se définissaient aussi à travers les frontières linguistiques, culturelles ou politiques, qu'il s'agisse d'ailleurs de les contester ou de les conforter. Dès le milieu du 19^{ème} siècle, la 'question sociale' fut formulée présentée dans divers pays en des termes qui n'étaient certes pas similaires, mais dont la signification était débattue en écho, en ricochet et, de plus en plus souvent, en des lieux dédiés. Parler du mouvement coopérateur à Leipzig dans le royaume de Saxe dans les années 1840, c'était se mettre en prise directe avec les réalisations des Pionniers de Rochdale, et discuter le travail des enfants en France dans les années 1830 c'était jongler avec le terrain anglais. Etudier les statistiques du travail, dans les différents Bureaux créés par les gouvernements nationaux à la fin du 19^{ème} siècle, se faisait le plus souvent dans la comparaison avec 'l'étranger', à l'image de l'Office du Travail français créé en 1891 au Ministère du Commerce, de l'Industrie et des Postes et Télégraphes. Le débat sur les régies municipales, qui portait sur la municipalisation des services et aussi sur leur usage comme propulseurs de la réforme des politiques sociales (travail, retraite...), était décidément transatlantique.²² Des rendez vous réguliers,

²¹ L'ouvrage de Paul Dutton, *Origins of the French welfare state*, Cambridge : Cambridge University Press, 2002, est l'un des rares où la mobilisation et l'impact des réalisations britanniques sur la mise en place de la Sécurité Sociale française soient systématiquement suivies (cf.202-219)

²² Outre le chapitre 4 de Rodgers, voir Patrizia Dogliani, 'Il dibattito sulla municipalizzazione in Europa dall'inizio del Novecento alla prima guerra mondiale', in Aldo Berselli et al, *La municipalizzazione nell'area padana. Storia ed esperienze a confronto*, Milano : Franco Angeli, 1987, p.221-256.

portés des organisations aux ambitions propagandistes, pratiques et normatives (Congrès international des assurances sociales, Association internationale pour la lutte contre le chômage, Association Internationale de la Protection Légale des Travailleurs, puis Bureau International du Travail), structuraient ces débats. Les discussions sur le travail et sa valeur, ou sur des catégories statistiques, économiques et administratives (notamment celles liées au chômage), ou sur la notion de politique sociale elle-même étaient, dans leur style et leur substance, traversées par la mobilisation de ressources non domestiques. Cela ne signifie pas que celles-ci étaient les seules à être utilisées, ni que les seuls horizons des protagonistes de ces débats étaient ceux de l'universel. Le débat avec les expériences étrangères, tout comme le jeu autour des politiques 'modèles' évoquées plus haut, était aussi adaptation, sélection, trahison, et il prenait place dans des stratégies individuelles et collectives destinées à échapper à des contraintes liées à des espaces professionnels ou sociaux. Mais les protagonistes le menaient résolument à travers les différents lieux de leur inscription sociale, politique ou professionnelle, en créant et entretenant des canaux d'information qui recherchaient les ressources disponibles ailleurs pour les bénéfiques qu'elles pouvaient délivrer. Ils prenaient part à des voyages d'études loin de leur ville ou de leur pays, participaient à des congrès et conférences internationales, s'affiliaient à des associations regroupant des activistes ou des spécialistes de diverses provenances, traduisaient les auteurs en langue étrangère, s'abonnaient et collaboraient à des revues qui faisaient la part belle aux 'chroniques internationales', voire rêvaient d'une nomenclature statistique commune pour servir à la réflexion et à l'enquête.²³ Leur correspondance privée porte témoignage des ressources ainsi disponibles pour être insufflées dans le travail quotidien. La travailleuse sociale allemande Alice Solomon était de ces personnes qui travaillaient, pensaient et vivaient dans 'de plus larges mondes', selon les termes beckeriens d'Andrew Lees.²⁴ Un de ses courriers à Jane Addams, une des fondatrices du Settlement de Hull House à

²³ Pierre Du Maroussem, "L'Union internationale des enquêtes économiques et sociales", *Revue d'économie politique*, vol. 14, 1900.

²⁴ Andrew Lees, *Cities, sin and social reform in Imperial Germany*, Ann Arbor: The University of Michigan Press, 2002, p.308-317

Chicago, illustre cette imbrication entre les mondes de la réforme sociale et les travaux quotidiens, tout en soulignant les hasards et les régularités de la circulation des œuvres et des idées :

« Chère Miss Adams. Je suppose que vous ne vous rappellerez ni de moi ni du fait que nous nous soyons rencontrées il y a quelques années quand le Conseil International des Femmes tint séance à Toronto et que nous vîmes toutes à Chicago. (...) Je dois vous dire combien votre livre *Twenty years at Hull House* m'a émue (...) cela donne vraiment de la force de savoir comment vous avez combattu les difficultés extérieures et intérieures, celles là même que nous ne pouvons manquer de rencontrer, nous toutes qui essayons d'aider et d'améliorer les conditions sociales. (...). Je suis tombée dessus par hasard, et c'est une honte qu'en Allemagne on ne sache rien des livres américains. J'ai vécu ensuite sous son empire pendant plusieurs semaines. J'ai écrit à son sujet un petit quelque chose pour le magazine *Die Frau*, et je vous l'enverrai. J'espère que vous pourrez sentir à quel point vous êtes suivie et comprise de ce côté-ci de l'Atlantique. (...) Ce fut comme un rêve pour moi d'en savoir plus sur votre vie et votre travail. Certes, tout cela est bien différent de ce que nous avons à faire ici (...) mais je me rends compte que les conflits et les difficultés sont les mêmes. (...) Je compte le faire lire et discuter par les étudiantes avancées de mon école de service social l'hiver prochain. Je sais qu'il en aidera un grand nombre dans leur lutte et dans leurs doutes. (...) Merci de me transmettre mon salut aux résidents de Hull House qui me connaissent ; Miss Lathrop, Miss Abbott, les Borosinis, etc. »²⁵

Solomon, et avec elles bien d'autres femmes liées au cercle des '*social justice feminists*', vivait, pensait et travaillait avec les actions et les gestes de Jane Addams, comme d'autres avant elles avaient vécu avec les mots et les gestes

²⁵ Lettre du 11 décembre 1911 Kathryn Kish Sklar, Anja Schuler, Susan Strasser,, *Social justice feminists in the US and Germany. A dialogue in documents 1885-1933*, Ithaca : Cornell UP, 1998.

d'Elizabeth Fry, d'Octavia Hill, de Florence Nightingale. Comme d'autres encore se répondaient, dans un registre plus savant et sur une modalité oppositionnelle, à coup de comptes rendus et de publications.²⁶ Ma deuxième piste peut être résumée ainsi: dès la première moitié du 19eme siècle, existe un espace de conversation où expériences, concepts, valeurs et catégories sont discutés, et dans lequel ces derniers fournissent à des acteurs éloignés et parfois sans liens directs des ressources et des opportunités affectives, cognitives et politiques. On retrouve là des traits connus de ceux qui ont travaillé sur le mouvement féministe, l'abolitionnisme, ou le mouvement socialiste et ouvrier, à savoir une pensée et une pratique de la 'cause' qui se déploie bien au-delà des espaces nationaux, dans lesquels le thème et les groupes qui la portent se trouvent souvent marginalisés.

Ma troisième piste se perd dans les mondes grisâtres de l'administration des politiques sociales. Quand nous travaillons sur les discussions, les buts et les mises en place des législations sociales, pour définir leurs similitudes et leur différences, nos approches comparatives laissent souvent de côté leur facette administrative, et la routine quotidienne de leur mise en œuvre. Il y a là pourtant un autre aspect de la conversation Nord Atlantique dans le domaine social, à capturer à travers les sources peu attirantes des organigrammes administratifs, du travail de bureau, de l'archivage des fichiers de bénéficiaires ou des méthodes d'agrégats comptables. A l'occasion de ma propre recherche sur les rapports entre fondations philanthropiques états-uniennes et organisations professionnelles d'administrateurs aux Etats-Unis d'Amérique, j'ai été frappé de la place tenue dans la professionnalisation des agents fédéraux, d'états ou municipaux, par l'interaction rhétorique et pratique soutenue avec les méthodes administratives européennes, notamment dans les années 1930 où s'invente le '*big government*' fédéral autour de divers programmes de welfare. Autour du moyeu circulatoire du 1313 East 60th Street, sur le campus de University of Chicago, se déploient

²⁶ CF., par exemple, les échanges entre Arthur Bowley et Max Lazard autour de la statistique du chômage au début du 20^{ème} siècle (Topalov, *Naissance*, p.389)

enquêtes, correspondances et voyages d'études qui vont directement nourrir la mise en place administrative des programmes de la Federal Emergency Relief Administration, de la Civil Works Administration ou du Social Security Board. Même lorsqu'ils soulignent les différences politiques et institutionnelles entre le contexte états-uniens et le Ministère de la santé britannique, les municipalités socialistes européennes ou les administrations municipales, provinciales ou nationales de l'Allemagne nazifiée ou les administrations soviétiques, les administrateurs états-uniens savent en extraire des méthodes et des principes pour organiser pratiquement la mise en place de leur programme. Dans des contextes ambigus, comme en témoigne le document ci dessous (figure 1), ils ne manquent aucune occasion 'd'apprendre de l'ennemi'.²⁷

²⁷ in addition to the relevant sections in Rodgers' *Atlantic Crossings*, see Klaus Kiran Patel 'Learning from the enemy ? The Civilian Conservation Corps in a transnational perspective', *Transatlantica*, 1, 2006, <http://www.transatlantica.org/document785.html> (vu le 9 janvier 2007)

Figure 1: rapport de Fred Hoelher, directeur de l' American Public Welfare Association, 1936, suite à son voyage européen de l'été 1936. Hoelher, ainsi qu'une petite dizaine d'autres responsables, avait reçu une 'public administration travelling fellowship' du Spelman Fund of New York (source : Rockefeller Archive Center, Spelman Fund of New York papers). REMARQUE POUR LE COMITE EDITORIAL DE GENESES : UNE REPRODUCTION DE MEILLEURE QUALITÉ POURRA ETRE OBTENUE POUR CETTE IMAGE COMME POUR LES AUTRES, SI NECESSAIRE)

GERMANY

Berlin - June 6 to 11

Attended conferences and meetings (with a notable exception). Spent a full afternoon at a work camp - a compulsory labor camp for boys from nineteen to twenty-five years of age. Rigorous military discipline, and what seemed to be a very useful program of road work - erosion control, reforestation, and drainage. The shovel serves as a gun and is carried on the shoulder on guard duty and for drills. These camps are preparatory to the period of compulsory military training.

Visited Dr. J. B. Spiewok, Minister for Social Welfare in Berlin. For the purposes of administration, the city of Berlin is divided into twenty districts, but the work and services are directed from the central office. Dr. Spiewok arranged for visits to a hospital, workhouse, children's home, day nursery, and a local employment office.

We also visited a Jewish Old Folks Home, and after establishing confidence had an interesting visit.

Conferences with Stadtrat Guido Harbers and police officials.

Munich - June 11 - 13

Attended conference meetings and made a tour of the new housing projects in this city. Visited an allotment garden site and discussed plans with commune leader. Conference with two employees of a public social insurance office.

Heidelberg - June 14

Visited University.

June 15 - Trip up Rhine from Mainz.

June 15 - Cologne - Visit to police department and study of records.

June 16 - Hamburg - Tea and dinner with Dr. Fritz Warburg and family.

Cet intérêt pour les pratiques administratives européennes incluait aussi des visites d'experts européens, et l'embauche dans des fonctions de conseil de fonctionnaires allemands du welfare exilés après 1933. Dans le registre administratif, on peut aussi penser aux études statistiques comparatives menées au tournant du siècle par les administrateurs du travail sur les résultats des politiques sociales de différents pays, qu'il s'agisse d'Arthur Fontaine en France, de Carroll Davidson Wright aux Etats-Unis ou de Giovanni Montermartini en Italie au début du 20ème siècle, ce dernier permettant de saisir à la fois la dimension municipale et nationale de ces efforts d'information (avant d'occuper des responsabilités nationales, Montemartini travaillait à la Società Umanitaria de Milan, très liée à la municipalité). Ma troisième piste aboutit ainsi sur le relevé des traces de l'existence d'une pratique d'observation croisée dans le monde de l'administration du domaine social.

Ma dernière piste part de ceux qui appliquent les politiques sociales et en vivent, soit les professions et métiers qui cristallisèrent dans ce secteur entre 1880 et 1940. La sociologie des professions, y compris la plus relationnelle, envisage le phénomène de professionnalisation dans les cadres nationaux.²⁸ Un rapide regard sur les travailleuses sociales et les infirmières peut suggérer que les mécanismes de la différenciation et de la mise en institution des professions se déroulaient dans un espace social et intellectuel plus délié. Travailleuses sociales et infirmières sont particulièrement intéressantes, car la construction professionnelle s'inscrit dans le développement des 'mondes des femmes' depuis le milieu du 19^{ème} siècle, en appui permanent sur les liens formels et informels qui unirent les activistes féminines des premières et deuxième vague du féminisme.²⁹ La mise en place de ces professions s'en trouve semble t il caractérisée par une ouverture accrue aux échanges de

²⁸ En témoigne par exemple Andrew Abbot, *The System of Professions: An Essay on the Division of Expert Labor*, Chicago: University of Chicago Press, 1988

²⁹ Leila Rupp, *Worlds of Women: The Making of an International Women's Movement* (Princeton: Princeton University Press, 1997 ; Bonnie S. Anderson, *Joyous greetings : the first international women's movement 1830-1860*, Oxford ; New York : Oxford University Press, 2000

savoir faire, de pratiques techniques et d'invention institutionnelles à travers les frontières nationales. Connaissances, personnel, gestes, programmes d'enseignement, comportements et codes, financements et formation se déploient à travers les limites nationales depuis le milieu du 19^{ème} siècle.³⁰ Ce fil rouge des connexions et des circulations marque les événements les plus importants de la vie professionnelle, et l'on est assez stupéfait de l'ampleur des références et pratiques communes qui ont permis aux infirmières de l'espace nord atlantique de définir leurs similitudes et leur particularités dans les espaces législatifs et économiques définis par les limites nationales, mais aussi d'affirmer leur détermination à élaborer des définitions professionnelles qui les dépassaient. Au début était la circulation, pourrait on dire, puisque la mise en place de lieux de formation technique et morale pour des femmes destinées au soin des malades se fait par dans la confrontation explicite entre des expériences menées dans le monde protestant par les époux Flidner à Kaiserwerth, la comtesse Gasparin à Lausanne et Florence Nightingale à Londres. Mais cette matrice transnationale se perpétua, si tout du moins on veut bien en suivre scrupuleusement le devenir. Restons en au seul entre deux guerres : les travailleuses sociales allemandes se sentaient poussées par l'activité de leurs consœurs américaines, qui n'étaient pas en reste dans l'admiration pour l'engagement politique de leurs homologues germaniques ; les leaders français et belges traduisaient les manuels des infirmières visiteuses et des *case workers* du travail social états-unien ; les cadres infirmières polonaises, hongroises, tchèques et bien d'autres étaient formées à Toronto, Yale ou Londres, mais aussi à Helsinki, Debrecen, Zagreb ou Lyon; les

³⁰ Les éléments et les pistes au sujet des circulations et connexions infirmières doivent être réunis à partir d'études inscrites dans les cadres nationaux. Ainsi pour la France, on composera le tableau avec, entre autres, Katrin Schultheiss, *Bodies and souls : politics and the professionalization of nursing in France, 1880-1922*, Cambridge, Mass. : Harvard University Press, 2001 ; Yvonne Knibiehler, *Cornettes et blouses blanches : les infirmières dans la société française, 1880-1980*, Paris : Hachette littérature, 1984 ; Lavinia L Dock, *A short history of nursing from the earliest times to the present day*, New York/London : G.P. Putman's Sons, 1931 ; René Magnon, *Léonie Chaptal (1873-1937) : la cause des infirmières*, Paris : Ed. Lamarre, 1991 ; Evelyne Diebolt, *La Maison de santé protestante de Bordeaux : 1863-1934 : vers une conception novatrice des soins et de l'hôpital*, Toulouse : Érès, 1990 ; Evelyne Diebolt, *Anne Morgan : une Américaine en Soissonnais, 1917-1952 : de l'Aisne dévastée à l'action sociale*, Soissons : Ed. AMSAM, 1990.

plans des écoles d'infirmières et des services hospitaliers d'enseignement voyageaient entre Lyon, Varsovie, Sao Paolo et Lisbonne et bien rares étaient en France ou ailleurs les écoles d'infirmières ou de travail social fondées sans voyage d'études préalable aux Etats-Unis ou en Angleterre ; les *nurses* américaines observent le travail dans les dispensaires d'Europe Centrale pour remettre en forme le travail de santé publique dans les zones rurales des Etats Unis, et les sages femmes états-uniennes partaient en voyage d'études en Scandinavie à la recherche d'une figure professionnelle ; enfin, les *nurses* canadiennes ou états-uniennes partageaient, depuis des décennies, un marché régional du travail, de la formation et du militantisme professionnel. Les écoles, les sociétés d'infirmières, leurs revendications et leurs conceptions bâtirent sur cette conversation d'une grande densité leur cohérence dont certaines convergences visuelles ne sont que l'expression la plus visible et trompeuse (voir figures 2 et 3), tant les seules manifestations de la similitude n'en sont pas l'unique résultat. ³¹

³¹ Je renvoie ici aux travaux que nous menons sur ce thème avec Ludovic Tournès sur les mondes infirmiers aux 19^{ème} et 20^{ème} siècles, ainsi qu'aux recherches actuelles de Nicole Fouché et Evelyne Diebolt pour la France.

Figure 2: remise de diplômes à l'école d'infirmières de Varsovie



Figure 3: la salle de lecture et de loisir de l'école d'infirmières de Rio de Janeiro



Ma quatrième et dernière piste, pour la résumer, émane du constat qu'il y eut peu de questions majeures ou mineures attendant à ces professions, y compris

dans les débats nationaux sur leur définition légale, qui ne fussent discutées à la lumière, ou à l'ombre portée, d'un éclairage commun de références et d'expériences qui se déployait dans l'espace Nord Atlantique dans son ensemble, de la Californie à la Mer Noire. Ces deux professions, comme d'autres qui émergent autour des technologies du social au tournant du siècle (l'urbanisme, par exemple), prirent forme et grandirent dans ce qui semble un tourbillon d'échanges et de comparaisons.

Ce sont les conclusions tirées de toutes ces pistes que je voudrais élargir ici aux mondes du social dans leur ensemble, en tentant de saisir les dess(e)ins, manifestations et caractéristiques transnationales de ce paysage dont l'étude permettrait de sortir des limites inhérents aux études de cas (un pays, une branche professionnelle, une ville, une politique sociale précise), et d'échapper aux évidences de la convergence macroéconomique, politique ou institutionnelle comme matrice des politiques sociales. Formulons dès lors l'hypothèse, celle de la dimension fondamentalement transnationale du 'domaine social'. Une rapide définition de celui-ci, à peine esquissée par Gilles Deleuze dans son introduction à la *Police des familles* de Jacques Donzelot, l'établit comme la sphère de régulations créée, autour des comportements à cheval sur le privé et le public (comportements corporels, démographiques, pratiques de travail, de logement...) et de leur reproduction. Alors que des formules de régulation anciennes sont secouées par l'âge des révolutions, entre la fin du 18^e siècle et le milieu du 19^e, ce domaine est dans l'espace Nord Atlantique l'objet de compétitions farouches entre divers acteurs (églises, états, entreprises, associations) pour définir de nouvelles normes, de nouvelles pratiques, de nouveaux savoir faire en la matière, ou pour résister au changement. Cette recherche de l'ordre à divers moments dans différentes sociétés pendant l'âge des révolutions se fit notamment à travers l'installation des professions sociales, des politiques sociales et des savoirs sur la société.³² Les quatre pistes explorés plus haut suggèrent que le

³² Cet article laisse de côté la question des sciences sociales comme science du social, en notant que leur mise en place comme disciplines et l'étude des circulations

contexte de cette installation fut celui d'un horizon commun Nord Atlantique de références, de pratiques et de possibilités ouvertes par l'abondance des connexions et circulations qui relient entre eux groupes, professions, institutions ou individus.

A la recherche de l'ordre

Face à cette abondance, le sentiment est mitigé : les circulations semblent aller dans tous les sens, les connexions se faire et se défaire une par une. Peut être qu'une condition pour les mettre au service de l'analyse historique du domaine social est d'y chercher un ordre. Celui ci est certainement lié aux grands basculements de l'ordre du monde : après 1915, invoquer les lois sociales allemandes devient aux Etats-Unis une stratégie bien impropre pour emporter le combat législatif sur les assurances contre les accidents du travail, et certains ; après 1945, les formes du savoir et des politiques du social coulent dans des canaux ouverts par la Guerre Froide. Mais cet ordre ne semble pas devoir être réduit à l'effectuation de macro-contraintes qui calqueraient les circulations et connexions du domaine social sur les grands rythmes ou structures politiques ou économiques. La guerre n'empêche pas la circulation des expériences, et peut même en être la matrice comme le rappelle l'utilisation de son expérience en Crimée par Florence Nightingale pour asseoir ses projets de rénovation du soin hospitalier. Les flux du social ne se limitent pas non plus à parcourir les routes de la puissance dans la direction où s'exerce celle ci : l'intérêt pour les expériences sociales des petits états (Belgique, Scandinavie) en témoigne. L'hypothèse de l'existence d'un ordre propre aux circulations et connexions incite à partir à sa recherche. Pour saisir cet ordre, et donc à la fois accéder à la manière dont circulations et connexions sont mises en place et la manière dont elles offrent des

et connections qui participent de la fabrique même des traditions nationales ou régionales en sciences sociales est désormais lancée (cf. les travaux du réseau 'ESSE Pour un espace des sciences sociales européen', <http://www.espaceesse.org/fr/index.php>; ou encore les publications du groupe Representations of the Past: The Writing of National Histories in Europe dirigé par Stephan Berger, Christoph Conrad et Guy Paul Marchal, <http://www.uni-leipzig.de/zhsef/>).

ressources à ceux qui les utilisent pour agir, il faut être attentif au lieu et au moment, ainsi qu'à tous les aspects des circulations et des connexions. Les mots, les règlements, les dessins et les plans ont une valeur particulière selon là d'où ils viennent à un moment donné, selon le statut de ceux qui les transportent, selon le moment où leur usage est proposé, et cela est vrai aussi bien dans les contextes localisés de l'action que sur les scènes de la confrontation générale des expériences (congrès, expositions, associations, journaux). La manière dont se fait le portage n'est pas non plus égale : l'imprimé et le verbe circulent différemment selon qu'ils naviguent à voile, à vapeur ou à explosion, selon qu'ils s'incarnent dans les signaux électriques du télégraphe, les lignes manuscrites ou tapuscrites, les vibrations téléphoniques ou la présence humaine. Par ailleurs, durant les quelques années ici trop vite parcourues, l'espace Nord-Atlantique des circulations change : des acteurs en sortent et d'autres y rentrent, le paysage des circulations n'est pas nivelé, et les effets de ces termes inégaux de l'échange prennent des formes multiples. On pense couramment à la vague positive de celles-ci : transferts, sélections, adaptations, traductions, imitations, emprunts ou impositions, toutes situations où il s'agit de faire d'une expérience ou d'un concept ou d'une institution étrangère un 'modèle' dont il s'agit de s'inspirer dans une logique de différenciation complémentaire. Mais il faut aussi penser aux comparaisons qui s'expriment dans des rejets, en jeux de différence ou en projets inverses. Penser contre, dans ce cadre, c'est aussi penser avec, jusqu'à la logique de la différenciation opposée, même si ces formes sont plus difficiles à identifier. Mais c'est par exemple, Victor Aimé Huber que Thomas Adam nous montre écartant au retour de son exploration britannique la possibilité socialiste et coopérative attribuée à Robert Owen, pour mieux combiner société à dividende limitée et association dans ses projets pour réformer la classe ouvrière par le logement à Berlin; ou, aux Etats-Unis du début du 20^{ème} siècle, l'épouvantail allemand présenté comme le triomphe du socialisme d'Etat qui construit en creux la position publique des défenseurs de l'assurance et de la médecine privée ; ou encore dans de nombreuses écoles et associations européennes de service social le désaccord sur la méthode du *case study* à la Mary Richmond qui contribue à définir une

méthode catholique ou une méthode du service public;³³ ou enfin en 1943 la différence établie par les progressistes états–uniens entre le ‘défaitiste’ plan de protection de Beveridge ancré dans une vision de dépression économique et les solutions ‘profondément américaines’ du rapport d’Eveline Burns pour le National Resources Planning Board qui parie sur la croissance.³⁴ Ces deux formes (rapprochement et rejet) se combinent et se confrontent parfois dans les controverses qui marquent souvent les opérations de circulations et de connexions.

Outre cette exigence de contextualisation, le spectacle des circulations et des connexions du domaine social suggère aussi un autre mouvement en apparence contradictoire. Groupes, individus et institutions ont des tactiques fines et concurrentes d’utilisation des expériences étrangères qui jouent avec les isomorphismes locaux, nationaux, régionaux, linguistiques ou confessionnels. Ce qui ‘vient’ d’une nation ou d’une autre est bien difficile à définir, notamment parce que l’attribution et la localisation de la référence deviennent des enjeux, voire des marques distinctives. Les initiatives en matière de formation infirmière dans la France du tournant du siècle sont toutes arc–boutées sur la référence aux écoles londoniennes, mais chacun a sa *Nightingale nurse*, et en fait un portrait et un usage différent. Au début des années 1920 le désintérêt tchèque pour la problématique de la professionnalisation infirmière portée par la Fondation Rockefeller est socialement fondé sur un groupe d’acteurs qui se fonde sur la mystique du travail social, lui même développé au nom d’une autre expérience ‘américaine’, celle des *settlement houses*.³⁵ Et d’ailleurs la Fondation Rockefeller n’opère pas ‘entre’ un espace national et un autre : ses programmes, ses personnels, ses financements et les mouvements qu’ils enclenchent traversent sociétés, professions et institutions européennes et nord américaines en même temps et avec des impacts croisés

³³ Mary Richmond, *Les méthodes nouvelles d’assistance. Le service social des cas individuels*, Paris : Editions de l’Ecole Nationale de Santé Publique, 2002. Introduction de Brigitte Bouquet.

³⁴ Rogers, *Atlantic*, 485–501

³⁵ Elizabeth D. Vickers ‘Frances Elisabeth Crowell and the politics of nursing in Czekoslovakia after the First World War’, *Nursing History Review*, 1999 ; 7, 67–96.

formidablement riches. Plus avant dans le temps, un certain nombre d'observateurs états-uniens parcourent l'Angleterre et l'Allemagne des années 1880-1890 pour y observer les réalisations en matière de logement des classes populaires. L'un d'eux, Elgin Gould, est tout particulièrement sensible au fait que les expériences contemporaines allemandes sont le résultat de circulations et connexions avec les pratiques londoniennes quelques décennies auparavant : c'est là une démonstration même de la possibilité d'adaptation, et ceci l'intéresse tout autant que les faits, les chiffres et les règlements, parce que c'est là un argument fort pour convaincre un public états-unien de tenter l'expérience. Autrement dit, des circulations et connexions apparemment simples prennent sens, et valeur, dans des espaces et des projets de circulation plus vastes et non réductibles à des flux clairement indentifiables d'un 'espace' national à un autre. C'est cette économie, cette morphologie générale des circulations qu'il faut alors peut être saisir pour donner sa valeur, son sens, à un segment particulier de celles-ci.

Pour tenter de remplir ces deux conditions d'une étude ordonnée des circulations et des connexions, je propose de prêter une attention particulière à la reconstitution des régimes, des configurations circulatoires, conçus comme les structures qui encadrent les possibilités des acteurs, les contenus des circulations, leur directions et leur possibilités. Ce serait dans leur fonctionnement que pourrait se lire la place des circulations et des connexions transnationales dans les innovations, les persistances et les changements du domaine social dans l'Atlantique Nord. L'identification d'une configuration circulatoire pourrait reposer sur l'identification des caractéristiques suivantes

-L'existence d'un groupe d'acteurs individuels et collectifs qui investissent du temps, de l'énergie et des ressources (sociales, économiques, culturelles) dans l'établissement, la maintenance et l'usage de connexions destinées à faire circuler des objets spécifiques au-delà des limites de leurs sociétés et communautés d'origine

- La formation de communautés d'interconnaissance (visites, correspondance, sociabilité) et d'intertextualité (lecture, citation, traduction) qui érigent ces communautés en ressources pour l'action de chacun de leurs membres.
- La définition d'interactions durables entre des acteurs mutuellement identifiés qui prennent part à ces connexions et circulations (ces interactions pouvant prendre les formes de la compétition, de la coopération et des différentes hiérarchies de celles ci)
- L'accord de ces acteurs sur un langage commun qui est la base d'accords, de désaccords et de malentendus autour de notions, de catégories, de procédés, de visions du monde qui sont discutés et disputés
- Le développement réfléchi de projets, de trajectoires, aspirations, d'institutions pour établir des connections et nourrir des circulations dans des directions précises
- La production d'un paysage différencié et dénivélé où la valeur des régions (lieux, institutions, associations) et de leurs habitants est liée à leur niveau d'intégration à la configuration et à leur rôle dans celle ci.

Au pas de charge et à charge d'inventaire, marabout-bout de ficelle, je propose pour terminer de parcourir ces régimes circulatoires tels qu'ils me semblent caractériser le monde de l'Atlantique Nord entre le milieu du 19^{ème} et le milieu du 20^{ème} siècles.

Le premier régime prendrait forme dans les premières décennies du 19^{ème} siècle, quand la 'question sociale' se définit dans différents lieux par une observation des conditions locales rapportées à la perception d'un paysage commun d'urbanisation et d'industrialisation. Pour résister, imaginer, accompagner ou changer les réponses proposées aux problèmes du 'monde des révolutions', hommes et femmes d'église, activistes politiques, entrepreneurs, savants, migrants échangèrent mots et expériences dans l'espace Nord Atlantique. Très souvent ils mènent de front plusieurs 'causes', réforme des prisons, tempérance, abolitionisme, fourniture de soins aux pauvres et aux malades. La philanthropie privée, celle des coopérateurs, des sociétés religieuses, des industriels et des rentiers, fut une composante essentielle de la mise en place de cette configuration. Le logement fut un des

secteurs privilégiés dans ce premier régime. Les coopératives de logement et les sociétés à dividende limitées, les villages industriels et les formules de gestion des logements populaires ou de trust charitable, les cités jardins prirent leur essor dans ce cadre. Patrons, banquiers et commerçants jouèrent un rôle clé dans l'exploration sélective des expériences foraines, pour les introduire dans les discussions domestiques, les mettre en place dans leur entreprise, les développer autour d'eux, favoriser les outils de leur connaissance (expositions, publications,...) ou encore soutenir financièrement de telles initiatives.³⁶ La cité de Saltaire ou les maisons ouvrières de Mulhouse, les méthodes de collecte des loyers d'Octavia Hill ou l'invention du *settlement* passèrent par ces actions ponctuelles menées par des individus souvent unis par des redoublements de liens et le partage de causes multiples.

Le cœur du deuxième régime aurait lui battu au rythme d'une demande plus institutionnelle, celle des gouvernements, municipaux, nationaux ou provinciaux. Il émerge au moment où des expériences plus vastes de politiques sociales sont imaginées, discutées ou mises en œuvre, où la connaissance de la société émerge comme savoir spécialisé, où le champ de la réforme sociale se spécialise en spécialités portées par des communautés de discussions et, de plus en plus, de travail. À partir des dernières décennies du 19^{ème} siècle apparaissent des structures qui tentent explicitement de donner une pérennité aux connexions ad hoc créées par les électrons libres du premier régime. De nombreuses agences gouvernementales apparaissent, dont la mission est de rassembler et de publier des statistiques comparées et des bases de données législatives et documentaires. Des associations systématisent les rencontres écrites et orales où s'échangent et se confrontent les expériences et les catégories du chômage, du logement, de la

³⁶ Thomas Adam, 'The transfer of philanthropic models between European and North American cities during the nineteenth and early twentieth centuries', *Journal of Urban History*, 28:3, 2002, 328-351, Michael Harrison 'Thomas Crogan Horsfall and the example of Germany', *Planning Perspectives*, 6, 1991, p.297-314, Giovanni Luigi Fontana, 'Dar casa agli operai. Logiche d'impresa e ingegneria sociale nell'industrializzazione moderna', in Carolina Lussana, *Dalmine dall'impresa alla città*, Dalmine, Fondazione Dalmine, 2003

santé publique, et le nombre de congrès et de conférences organisées autour des expositions universelles explose.³⁷ La mise en législation se fait dans la référence permanente aux réalisations étrangères, non seulement en matière d'assurances sociales mais aussi de logement, ou d'urbanisme.³⁸

Nationalisation et systématisation de l'échange entre nations marchent alors de pair : la 'nationalisation du monde social' dont a parlé Gérard Noiriel se joue, en France et ailleurs, dans un processus de 'marquage' national qui prend sens dans la comparaison avec d'autres nations.³⁹ La confrontation des expériences et l'observation en multidirectionnelle, notamment sous la forme de la compétition, contribue à nationaliser la perception, la conception et la représentation des 'modèles' et à les généraliser dans des espaces nationaux en construction. Ce qui était de Leipzig ou de Schio devient allemand ou italien, et se retrouve au cœur des formes de représentation officielles de l'état-nation, à l'image des clauses sociales qui entrent dans le registre de la diplomatie comme dans le traité franco-italien de 1904 qui noue les questions de commerce à celles de droit du travail, et offre un puissant levier aux activistes de la péninsule. Parmi les nœuds de ce régime, aux côtés des rassemblements de l'Internationale Socialiste et de ses composantes, on peut identifier une génération de lieux de pensée, de documentation et d'action, *think tanks* ou laboratoires de la réforme, mis en place sur tout l'arc des spectres politiques et sociaux. Ceux ci incluent des organismes fondés par des industriels aux fortunes souvent récentes, à l'image du Central Bureau voor sociale Advizen de Jacob Cornelis Van Marken aux Pays-bas, l'Institut Solvay des Sciences Sociales en Belgique ou la National Civic Federation aux Etats-Unis. En dialogue avec ceux ci, les officines financées par des coalitions

³⁷ Anne Rasmussen, 'L'hygiène en congrès 1852-1912: circulations et configurations internationales', in Patrice Bourdelais, ed, *Les hygiénistes. Enjeux, modèles, pratiques XVIII^e-XX^e siècles*, Paris: Belin, 2001, 213-239.

³⁸ Sur le premier thème, voir par exemple Donatella Calabi, 'I miracoli di un'idea. Risparmio, cooperazione e casa popolare nei primi anni del Novecento. Luigi Luzzatti e i progetti di riforma in Europa', in Donatella Calabi, dir, *La politica della casa all'inizio del XX secolo*, Venezia : Istituto Veneto di scienze, lettere ed arti, 1995, p. 11-37. Sur le second, Anthony Sutcliffe, *Towards the planned city. Germany, Britain, the United States and France 1780-1914*, Oxford : Basil Blackwell, 1981

³⁹ Gérard Noiriel, « Nations, nationalités, nationalismes. Pour une socio-histoire comparée », in Gérard Noiriel, *Etat, nation et immigration. Vers une histoire du pouvoir*, Paris : Belin, 2001, p.125.

municipales '*lib lab*', telles que l'Office Social de Lyon ou la Società Umanitaria de Milan.⁴⁰ Une cartographie plus complète des réseaux d'information et d'observation de ces groupes qui se modèlent les uns sur les autres y compris dans leur fonctionnement inclurait aussi les communautés plus informelles d'animateurs des *settlement houses*, les groupes de chrétiens socialistes et les cénacles intellectuels et académiques comme le Verein für Sozialpolitik, l'American Association for Labor Legislation, les Fabiens anglais ou le Groupe d'Etudes Socialistes français.⁴¹ En 1908, Francis Peabody en donna sa propre perception, assez éloquente, à propos des instituts et associations qu'il pensait en cousinage avec le social Museum qu'il établissait alors à l'Université d'Harvard (figure 4)

⁴⁰ Maurizio Ridolfi, ed, *alessandro Schiavi, indagine sociale, culture, politiche e tradizione socialista nel primo '900*, Cesena: Il Ponte Vecchio, 1994

⁴¹ Christophe Prochasson, *Les intellectuels, le socialisme et la guerre 1900-1938*, Le Seuil, Paris 1993

Museum provides what a museum of comparative zoölogy offers to the naturalist, and becomes the corrective of hasty judgments and the prerequisite of judicious conclusions.

Many notable institutions in various countries have been established to promote social welfare by this exhibition of comparative results. The Exposition of Welfare Work (Ständige Ausstellung für Arbeiterwohlfahrt), at Charlottenburg, is an impressive collection, indicating to employers and employed the possible gains, both in industrial production and human welfare, of improved devices for security and health; and it has had many, though as yet modest, imitations in Germany, Holland and Austria. The Musée Social in Paris is a noble monument of private munificence, maintaining an admirable library of reference, and promoting conferences and researches of high importance. The Central Bureau for Welfare-Work in Berlin (Centralstelle für Arbeiterwohlfahrtseinrichtungen), and similar enterprises in Frankfort (Institut für Gemeinwohl, Soziales Museum), in Hanover (Hauptverein für Volkswohlfahrt), in Amsterdam (Central Bureau voor sociale Adviezen), in Stockholm (Centralförbundet för socialt arbete), and elsewhere, offer information concerning social experiments, give legal advice to wage-earners, or collect material for observation and research.¹ The Institute of Social Service in New York and its associate, the British Institute of Social Science in London, undertake to collect all manner of facts bearing on human progress, so that the experience of all countries and individuals may be available for the guidance of each. None of these collections, however, though admirable in its scope and intention, is directly associated with academic life, or primarily concerned with the instruction of students in a university. The Harvard Social Museum is, it is believed, the first attempt to collect the social experience of the world as material for university teaching, and to provide guidance for academic inquirers into the study of social progress.

This Museum offers for the present hardly more than an outline of its complete intention, but it is already possible to appreciate the expansion of academic research which it represents. A

¹ Cf. *Schriften der Centralstelle für Arbeiterwohlfahrtseinrichtungen*, No. 30, Berlin, 1907; and L. Katscher, *Die sogenannten "Sozial-Museen"*; in: *Flugschriften für Volkswirtschaft und Sozialpolitik*, No. 14, Leipzig, 1904.

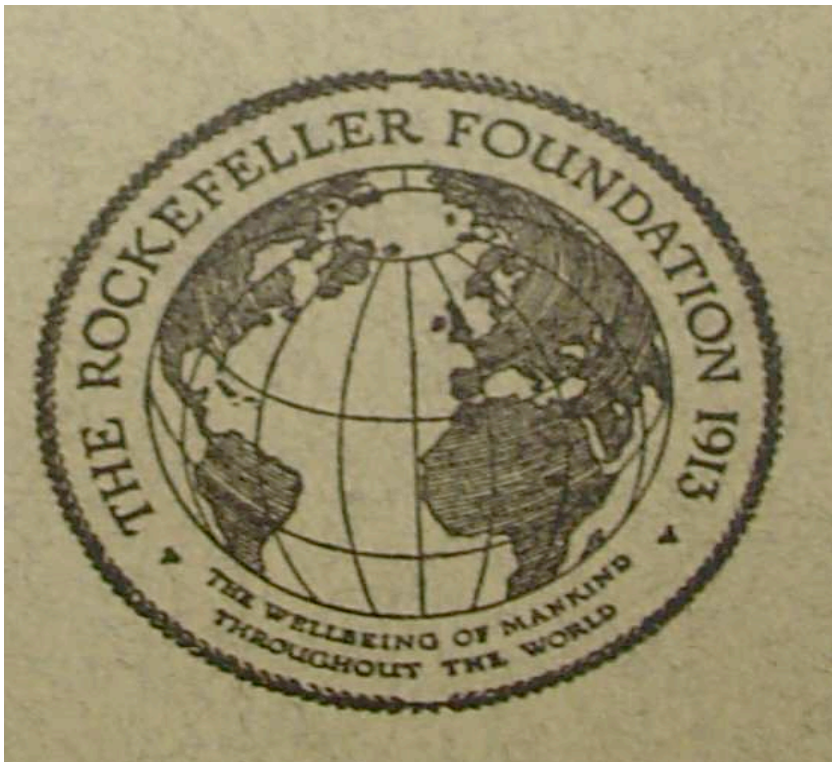
Figure 4: Peabody, Francis Greenwood. *The social museum as an instrument of university teaching*, Cambridge, Mass.: Harvard University, 1908.

Par le développement de liens formels et informels, ces lieux furent très importants dans la définition d'un paysage commun de possibles, et par conséquent d'un paysage commun de réalisations sociales. Nombre d'entre elles fonctionnèrent à l'instar du Musée Social du Comte de Chambrun en France, comme laboratoire de la réforme sociale où l'on lançait études et enquêtes, où l'on éprouvait la solidité des connaissances spécialisées, et où les consensus fondateurs des législations sociales se dessinaient.⁴²

Un troisième régime s'ajouterait aux deux autres aux débuts du 20^{ème} siècle, et sa dynamique s'accélérait après la première guerre mondiale. Ses protagonistes avaient une aspiration universaliste marquée, celle de créer des normes et des standards dans le domaine des politiques, des professions ou des pratiques du domaine sociale avec en vue le « bien être de l'humanité à travers le monde », comme certaines de ses plus ambitieuses composantes l'annonçaient (figure 5).

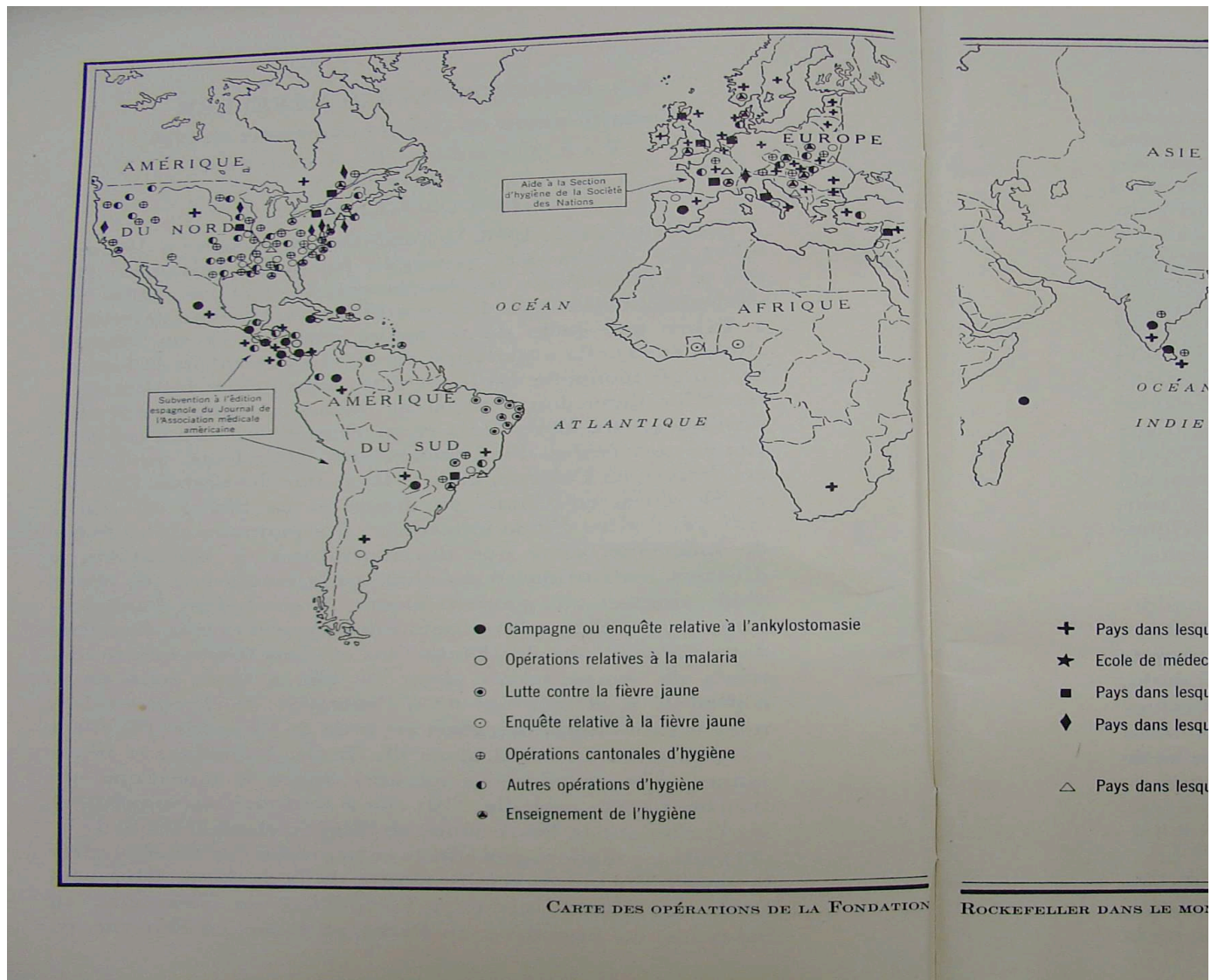
⁴² Janet Horne, *A social laboratory for modern France : the Musée social & the rise of the welfare state*, Durham : Duke University Press, 2002 ; Colette Chambelland, *Le Musée Social en son temps*. Paris: Presses de l'Ecole Normale Supérieure, 1998 ; Christian Topalov, *Laboratoires du nouveau siècle. La nébuleuse réformatrice et ses réseaux en France 1880-1914*, Paris: Editions de l'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, 1999.

Figure 5: logo Rockefeller Foundation



Une telle ambition appelait les moyens pratiques de la réaliser par l'orientation des circulations existantes dans les mondes du domaine social, et la mise en place de nouvelles. La grande philanthropie états-unienne conçut progressivement un tel dessein, et les différentes institutions de sa composante rockefellerienne furent spécialement actifs dans un rôle de faiseurs de régime à l'échelle des mondes atlantiques et au delà, à partir de 1918, par leur contribution à la définition et à la circulation d'expériences techniques, réglementations, plans d'études ou éthiques professionnelles dans un grand nombre d'activités, au premier plan desquelles le secteur de l'hygiène sociale. Le financement d'instituts d'hygiène, la subvention de pans entiers d'administrations de la santé ou le soutien assidu à certaines professions n'est qu'un aspect de son action, illustré par une de ces cartes dont la Fondation raffolait pour présenter sa contribution au « libre échange international des idées », comme aimait à l'appeler son président le sociologue G.E Vincent (figure 6).

Figure 6: map of the operations of the Rockefeller Foundation medical division, President's report 1926



Cette philanthropie bureaucratique, dotée d'un important levier financier et intellectuel, travailla en coopération et en compétition avec d'autres structures qui émergent de la Première Mondiale avec des aspirations normatives globales, qu'il s'agisse des organisations inter-gouvernementales créées par le Traité de Versailles (Société des Nations, Bureau International du Travail) ou des associations internationales du domaine sociale, revitalisées par le conflit plutôt que décimées par lui, à l'image de la Ligue des Sociétés de la Croix Rouge, de l'International Council of Nurses ou du Save the Children

International Fund.⁴³ L'interaction entre ces trois formes d'organisation est tout particulièrement forte dans les années 1920, marquées notamment par l'activité du Bureau International du Travail dans la mise en forme du monde associatif international dans le domaine social comme le signale le rôle d'Albert Thomas et de son équipe dans la mise en place de l'Association Internationale pour le Progrès Social ou de l'Association Internationale du Logement.⁴⁴

Ces trois configurations ou régimes ont, j'en fais la proposition, été à l'oeuvre successivement et simultanément dans le monde atlantique. Leur relation est en effet celle de la concaténation plus que de l'absorption. Il y a certes recherche de captation et de contrôle par certains faiseurs de régimes, dont les Fondations philanthropiques sont un des avatars aux côtés des gouvernements, des réseaux religieux ou des groupements politiques.⁴⁵ Les guerres, et d'autres conjonctures critiques de moindre extension, sont certainement des moments où les configurations circulatoires, leurs valeurs pratiques et leurs formes sociales se heurtent, se confrontent, et parfois se fondent. Mais les lieux, les pratiques, les chemins et les comportements circulatoires ne sont pas solubles, et l'inventaire de l'imbrication des régimes montre leur persistance têtue. C'est leur travail continu qui a fabriqué le paysage commun de réalisations, de références dont les protagonistes du

⁴³ Paul Weindling, (ed.), *International health organizations and movements, 1918–1939*. Cambridge: Cambridge University Press, 1995; Barbara Brush & Joan Lynaugh, *Nurses of all nations; a history of the international council of nurses*, Lippincot : International Council of Nurses, 1999; Sunil Amrith, *Decolonizing International Health. India and Southeast Asia, 1930–65*, London: Palgrave, 2006

⁴⁴ Sur la première, Martin Fine, « Un instrument pour la réforme. L'Association Française pour le Progrès Social 1927–1–29 », *Le Mouvement Social*, n°94, 1976, p.3–29. Sur la seconde, Pierre-Yves Saunier, « The ILO as international organizer : shaping the housing problem in the 1920s », conference The International Labour Office Past and Present, Brussels, Octobre 2007

⁴⁵ Qu'on pense par exemple à la compétition dans l'assistance technique et l'ingénierie des politiques publiques entretenue par les gouvernements nationaux soviétiques et états-uniens après 1945, qui me semble être de l'ordre de la tentative de contrôle des régimes circulatoires existants.

monde Nord Atlantique s'imprégnait pour mener à bien leurs discussions et leurs réalisations dans le domaine social. Mais ce paysage était aussi, et déjà, plus élargi dès le 19^{ème} siècle. Dans les frottements générés par les empires,⁴⁶ dans les proximités des ambitions régionales et des aspirations universalistes, les bassins de ces configurations circulatoires incluaient les antipodes, les pays sud américains, l'Asie et l'Afrique, eux mêmes pris dans des bassins circulatoires propres (régionaux, linguistiques) dont l'intégration au bassin transatlantique a été et est toujours un enjeu pour les faiseurs de régimes. Aussi bien d'ailleurs, les mots et les personnes qu'on a croisé plus haut dans l'Atlantique Nord ne s'arrêtent pas sagement sur les rives du Pacifique, sur les berges du fleuve Amour ou sur les côtes de la Méditerranée. La section d'hygiène de la Société des Nations collabore avec la Fondation Rockefeller en Chine, les nurses du Siam et du Brésil sont conviées à se former au Canada par l'International Health Board. A la fin du 19eme siècle, le parcours de Seki Hajime, jeune économiste japonais envoyé en formation dans les universités allemandes, en fournit un exemple parmi tant d'autres.⁴⁷ Il écoute et apprend son Gustav Schmöller, son Adolf Wagner et son Georg Simmel, mais aussi il parcourt le pays, et sur le chemin du retour visite la Belgique, l'exposition Universelle de Paris et traverse les Etats-Unis. Figure des discussions japonaises sur le logement ouvrier, l'aménagement des villes ou les assurances ouvrières au début du 20ème siècle, maire d'Osaka dans les années 1930, il mobilise et met à jour ses références tout au long de sa vie, et permet de souligner que les mondes du domaine social s'étendaient dans des bassins qu'il nous appartient de continuer d'explorer, si toutefois les pistes et les hypothèses de ce parcours spéculatif semblent pertinents à ses lecteurs.

⁴⁶ Je renvoie ici aux travaux sur les technologies de régulation et de connaissance sociale mises en évidence par les chercheurs qui contribuent au renouveau de 'l'imperial history' ou de l'histoire coloniale. Pour la France sur le terrain des politiques des populations, voir par exemple Françoise de Barros, « Des 'Français musulmans d'Algérie' aux 'immigrés'. L'importation de classifications coloniales dans les politiques du logement en France 1950-1970 », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 159, septembre 2005, p.27-45.

⁴⁷ Jeffrey Hanes, *The city as subject. Seki Hajime and the reinvention of modern Osaka*, University of California Press, 2002

